Infos et analyses sur les luttes sociales émancipatrices à Caen et ailleurs.

L'écho des luttes

Indépendant et apériodique. À diffuser sans modération.

#18 - 24 ocobre 2026

UNE SITUATION INÉDITE ET EXPLOSIVE

- Quelques réflexions urgentes pour le mouvement en cours -

1. La journée du 17 octobre a vu converger de multiples colères populaires : mouvement lycéen et étudiant, travailleurs-euses, précaires, retraité-e-s, tous et toutes révolté-e-s par le délabrement méthodiquement organisé des services publics, le pillage du pays par la grande bourgeoisie, l'explosion des inégalités et de la pauvreté, la répression policière brutale, la cherté de la vie, les graves problèmes de logement... Tout cela cumulé avec l'inquiétude liée à la montée de l'extrême droite et à la catastrophe climatique en cours. **Il est possible qu'environ un million de personnes ait participé au mouvement**, sur l'ensemble de la journée, aux 4 coins du pays et jusque dans les petites villes et les campagnes.

2. Ce mouvement populaire massif, **auto-organisé** en dehors de tout contrôle syndical, politicien ou groupusculaire, a, **sans surprise**, débouché sur **une explosion de la colère sociale** multiforme et accumulée depuis de trop longues années. **Une vague émeutière spontanée a parcouru le pays dans plus de 40 villes**, de façon plus ou moins intense et prolongée selon les endroits. Les affrontements avec la police ont, surtout dans les grandes villes, été accompagnés de **nombreux pillages,** de grandes enseignes comme de petits commerces. Ces pillages peuvent être vus comme mal ciblés, jugés inacceptables, considérés comme dommageables pour le mouvement, Plus froidement, ils sont aussi le reflet du niveau de misère et d'absence de perspectives des secteurs les plus précaires de ce pays, **un symptôme de plus des ravages sociaux de la macronie.**

3. Le dispositif de maintien de l'ordre a été largement débordé au niveau national et constitue un fiasco. Les services de renseignements ont bien identifié un risque émeutier mais on sous-estimé l'ampleur de la mobilisation et donc l'ampleur des troubles et donc l'ampleur des forces policières qu'il était nécessaire de mobiliser. Il est possible aussi que ces services de renseignements n'aient pas eu le courage de **vraiment dire au pouvoir politique ce qu'il ne veut absolument pas entendre** : que des millions de gens sont pris à la gorge par ses politiques antisociales, qu'il est extrêmement isolé et qu'il fait l'objet d'une détestation profonde et généralisée sur le point de lui exploser direct en pleine gueule…

Pas mal de gens se posent la question de savoir si le pouvoir n'a pas laissé faire en sous-dimensionnant volontairement le dispositif national de maintien de l'ordre. Il arrive que le pouvoir utilise ce genre de **tactique risquée** (si ça se sait, bonjour le scandale…) pour que les chaînes d'infos puissent passer des images angoissantes et pour criminaliser un mouvement de contestation. Alors il peut laisser faire un peu, dans 2 ou 3 villes, pendant une heure ou deux, dans quelques rues. Mais sûrement pas pendant des heures, dans des quartiers centraux entiers de dizaines de villes. Ça, quand cela se produit, cela signifie juste que la police a été débordée, et pas qu'un peu, par **la rage du peuple**.

La gueule sombre des sales jours et la fébrilité agressive de nos gouvernants le soir du 17 nous paraissent indiquer aussi que tout cela n'était pas planifié.

Tout le monde fait des erreurs. Le pouvoir en fait aussi. Croire qu'il n'en fait jamais, c'est surestimer ses capacités et croire que nous sommes incapables de parfois le déborder, c'est sous-estimer les capacités populaires.

4. Passé un premier moment de stupeur, **le pouvoir s'est vite ressaisi. S'il a vite réagi, c'est parce qu'il n'a pas eu à inventer, improviser sa réponse dans la nuit du 17. Il a simplement recyclé sa posture face au mouvement des Gilets Jaunes** de 2028-19 **ou face au soulèvement populaire kanak** en 2024 en Nouvelle-Calédonie **: « Le mouvement est manipulé, il est criminel, nous ne céderons rien et nous allons (brutalement) rétablir l'Ordre ».**

Il faut des boucs émissaires responsables du bordel. Donc l'ultragauche et LFI s'organisent pour renverser la république et empêcher les élections de dans plus de 6 mois, préparent l'insurrection et veulent massacrer les policiers. **Et sinon quoi ? Il faut un responsable, absolument !** Et il est évidemment **absolument impensable que cela puisse être la macronie et ses politiques pro-capitalistes et antisociales au pouvoir depuis 10 ans. Le pouvoir n'assumera simplement jamais d'être à l'origine de la crise.**

Et, pour ce qui est de rétablir l'Ordre (le leur, c'est censé être le seul, en tout cas le seul qui les intéresse), **les figures politico-médiatiques de l'extrême centre libéral-autoritaire macroniste, de la droite extrêmisée et de l'extrême droite ne manquent pas d'idées** : l'armée, les couvre-feux, interdire les manifs, l'état d'urgence, couper les allocs des casseurs-euses, faire des exemples dans les tribunaux, foutre un max de gens en taule, dissoudre les groupes et partis d'extrême gauche, la reconnaissance faciale, déchoir de leur nationalité française les émeutiers bi-nationaux, dénoncer les pillards à la police sur la belle plateforme en ligne du ministère de l'Intérieur, mettre des milliers d'euros d'a-

mende aux gens qui restent dans une manif après des sommations policières…. Bref, **on assiste à un matraquage politico-médiatique complotiste** (qui démontre plus une haine de la gauche qu'un amour de la vérité des faits)**, à un déchaînement de pulsions vengeresses bien sales, et à des surenchères racistes, sécuritaires, liberticides qui puent la tentation fasciste.**

5. Ce déferlement d'appels à toujours plus de répression brutale démontre une chose : **Macronie libérale-autoritaire, droite extrêmisée et extrême droite ont désormais un horizon politique, économique et sécuritaire commun** et semblent de plus en plus disposées à **gouverner ensemble dans le cadre d'une union des droites**, avec l'idée de **verrouiller conjointement le pouvoir à leur profit pour une longue période**, non pas pour maintenir l'état actuel des choses, mais **pour approfondir encore plus les inégalités et intensifier encore l'exploitation des travailleurs-euses au service d'un capitalisme prédateur et destructeur.**

6. Il faut prendre très au sérieux les promesses gouvernementales : **la répression va encore se durcir. Ils sont près à faire couler le sang. C'est aussi simple et cru que ça et nous devons en être bien conscient-e-s.**

7. Plus de répression donc pour plusieurs raisons :

- La macronie, zélée gérante du pouvoir politique au service des intérêts du grand capital, a la responsabilité, en 2027, de **transmettre, à un nouveau ou une nouvelle gérant-e au service de la bourgeoisie, un pouvoir qui ne soit pas affaibli au point d'avoir dû céder face aux revendications populaires de justice sociale.**

- L'agenda de la macronie, dans les mois qui viennent, est d'imposer par tous les moyens un budget d'austérité de 54 milliards d'euros pour tenter de réduire la dette publique (que la macronie a elle-même fait exploser ces 10 dernières années, transformant aussi cette dette en instrument disciplinaire contre les revendications sociales), **ce qui entre, évidemment, en contradiction totale avec le fait de débloquer de l'argent pour reconstruire les services publics**, d'éducation et de santé, entre autres.

- Le pouvoir macroniste est sous la surveillance des marchés capitalistes. La révolte populaire du 17 a entraîné une **baisse de la bourse de Paris et des principales bourses européennes** et une **hausse immédiate du taux d'emprunt de l'État français sur les marchés financiers** internationaux. **Le message des marchés est clair : « Macron, tiens ta population et vous, dans la rue, rentrez chez vous si vous ne voulez pas voir les intérêts de la dette s'envoler ! ».**

8. La situation apparaît donc actuellement bloquée. Une porte de sortie pour le gouvernement serait de taxer le grand capital, les très riches, de réduire les aides publiques aux grandes entreprises afin de récupérer une marge financière de négociation. Mais c'est juste impensable pour la macronie. **Le gouvernement joue le pourrissement, la répression, la peur et l'essoufflement et place la barre très haut** face à l'élan du mouvement social actuel. Cela implique, à notre modeste avis, plusieurs choses pour la lutte en cours :

La mobilisation populaire devra être radicale et prolongée. Elle devra s'élargir à plusieurs millions de personnes. Elle devra refuser de se laisser diviser et affaiblir entre bon-ne-s manifestant-e-s et méchant-e-s casseurs-euses. Elle devra se donner les moyens de rendre le pays ingouvernable et de perturber profondément l'activité économique.

Alors on peut espérer que les forces de répression épuisées et le patronat économiquement impacté poussent finalement le pouvoir à négocier sérieusement et à satisfaire une partie centrale des revendications populaires, au moins partiellement.

Si la masse critique populaire et une menaçante ingouvernabilité ne sont pas atteintes, il faut s'attendre à voir la répression étouffer progressivement le mouvement de lutte jusqu'à la défaite.

Nous devons être conscient-e-s qu'**en cas de défaite la macronie et les autres droites s'engouffreront vraisemblablement dans cette situation pour attaquer de manière méthodique, rapide et frontale ce qui reste des droits sociaux et des libertés publiques**.

Pour l'instant, le mouvement doit **tenir la ligne, malgré les interdictions de manifester, jusqu'à la fin des vacances scolaires et jusqu'à l'appel à la grève interprofessionnelle du 5 novembre**. Cette date du 5 ne peut constituer un aboutissement pour le mouvement. Il faut qu'elle constitue une avancée qui débouche sur **une grève reconductible dure qui se généralise.**

Ce mouvement s'annonce historique. Nos responsabilités le sont aussi. **Seul le peuple peut sauver le peuple**. **Secouons et brisons nos chaînes. Pour notre dignité et un monde meilleur.**

BILAN NON-EXHAUSTIF DE LA RÉPRESSION

Depuis le début du mouvement lycéen et étudiant : près de 8000 Garde-À-Vue (GAV) et presque 5000 poursuites judiciaires ou alternatives aux poursuites avant le 17 octobre. Sur Caen, au moins une trentaine d'interpellations avec, pour certain-e-s, des poursuites judiciaires à venir.

Concernant la journée du 17 : au moins 2 700 GAV dont 1140 personnes en Comparution Immédiate et 232 incarcérations prononcées ! Plus de 19 000 grenades lacrymos utilisées rien qu'à Bordeaux, Lyon, Marseille et Paris et des centaines de blessé-e-s. À Caen, 31 interpellations dont 16 personnes convoquées ultérieurement au tribunal pour un procès ou des alternatives aux poursuites. Des enquêtes en cours et de possibles nouvelles interpellations dans les temps à venir.

En cas de GAV, ne déclarez rien ! On rappelle les contacts du CROC, le collectif anti-répression caennais : 06-17-09-49-35 ou 06-13-33-43-25, application sécurisée Signal à CROC.14, mail (caenantirep@riseup.net), instagram (@caenantirep)

Nous vous invitons à diffuser ce texte par tous les moyens à votre disposition.